245. Une certaine France est-elle franche ?

Auteur(s) : Sassine, Williams

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

1 Fichier(s)

Citer cette page

Sassine, Williams, 245. Une certaine France est-elle franche ? , 1996/12/02. Claire Riffard, équipe francophone, Institut des textes et manuscrits modernes (CNRS-ENS) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Consulté le 25/04/2024 sur la plate-forme EMAN : https://eman-archives.org/francophone/items/show/3585

Texte de l'article

Transcription

N° 245, 2 décembre 1996 : « Une certaine France est-elle franche ? »

Pour essayer de comprendre, l'attitude du gouvernement de Jacques Chichi dans le maintien d'un « *couloir de sécurité* » pour la rentrée des réfugiés Rwandais, revenons un peu en arrière, sans crier gare.

M. François Mythe Errant au sommet Franco-africain de la Baule en juin 1990, assurait : « *Nous sommes dans l'attente pour que s'affirment de véritables démocraties avec multipartisme, élections libres, respect des droits de l'Homme* » avant de rappeler à cette occasion que les « *valeurs sur lesquelles se fonde la communauté européenne sont celles de la déclaration (française) des droits de l'homme et du citoyen*» (monde du 20 juin 1990).

Un an auparavant, un sondage d'opinion avait montré qu'en Afrique, si la déclaration de 1789 restait une référence **pour 47,5% des Congolais, 61% des Sénégalais et 78% des Algériens**, elle leur apparaissait néanmoins comme « *une hypocrisie internationale* » ou comme un « *gadget politique* ».

A juste raison d'ailleurs, car depuis lors, l'aventure de la démocratie en Afrique et ailleurs, n'a guère réduit le grand écart entre les intentions affichées en Occident et leur mise en œuvre sur le terrain.

- ***En février 92***, une manifestation de chrétiens pour « la paix et l'espoir » fit une trentaine de victimes à Kinshasa (Zaïre). A la même date, l'assassinat à N'Djamena du vice président des droits de l'Homme.
- Toujours à la même date, arrestation de nombreux opposants ivoiriens.

Sans compter les tentatives de coups d'état militaires à Lomé (décembre 91), à Alger et à Brazza (janvier 92). Cette série d'évènements suffisent à montrer et préfigurent des difficultés actuelles de la démocratisation.

Que fait la France ? Elle se tait. Ou plaide en faveur de « *compromis raisonnables* ». Et conseille la « *modération* ». Comme si elle se rendait compte de l'imprudence des bonnes paroles prononcées en 1990 sous la pression des volcans africains prêts à se réveiller. Prise dans une conjoncture internationale marquée par le conflit Est-Ouest, tout l'Occident pensait s'allier la sympathie du Tiers-monde, en brandissant à leurs yeux les charmes de la démocratie. Le Pape lui même succombait à cette tentation. « *Il faut que les choses changent* » affirmait-il dès 1985 à Haïti. Quelques mois plus tard, la dynastie Duvalier s'effondrait.

La principale conclusion du sommet de la Baule était « *d'associer plus étroitement les populations concernées à la construction de leur avenir politique, économique et social ».* De la trentaine des pays qui sont du ressort du ministère français de la coopération, les plus favorisés ne sont pas toujours ceux qui mènent à bien un effort de démocratisation. Ainsi le ***Bénin*** bénéficie ***en 1989*** d'un demi milliard de francs, versés par le ministère de la coopération. Son président Nicéphore Soglo, un français noir, gérera si bien cette aide, que le peuple béninois le fera remplacer par un autre ex-président, un militaire marxiste. Cette aide va beaucoup diminuer pendant que Kérékou jure par tous les diables qu'il tiendra compte de ses erreurs passées pour prendre la voie de la démocratie. Par contre, le Togo, le Cameroun et le Zaïre aux régimes totalement autoritaires, voient leur dotation augmenter. Même si ***en fin 91***, après les Etats-Unis, la Belgique, la France suspend son aide au Zaïre, au terme de plus d'un mois de troubles et de répression sanglants.

La France est toujours-là, aux côtés des dirigeants réfractaires à toute ouverture. S'il le faut, elle s'engagera financièrement et militairement. Parce qu'en bonne gestionnaire, elle n'entend pas investir pour rien, pour perdre sa mise à la faveur d'aventures démocratiques qu'elle ne contrôlerait pas.

M. Jacques Chichi quand il était dans l'opposition, n'avait il pas affirmé que les africains ne sont pas mûrs pour la démocratie ?

La démocratie libérale est bien là. Mais elle est incapable d'assurer le bien-être et la justice dans un tiers-monde partout en voie de paupérisation.

On croyait que la démocratisation aurait quelque chance de succès, si elle porte à la tête de l'exécutif un technicien des finances, formé à l'école libérale.

- ***Nicéphore Soglo*** était grand fonctionnaire à la Banque Mondiale
- ***André Milongo***, en premier ministre du Congo, est passé lui aussi par la Banque africaine de développement (BAD).
- En Côte d'Ivoire, l'ex chef du gouvernement ***M. Alhassane Ouattara***, fut gouverneur de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cette ascension des financiers n'a pas arrangé les affaires. Les dettes extérieures ne font qu'augmenter. De plan d'ajustement structurel en plan d'ajustement structurel (où en est-on en fait de notre Pase ou Page I, tournée en Page II) on a imposé partout des politiques de rigueur qui ont fini pour (sic : par) énerver les populations. Pour l'opinion, le suffrage universel sert d'abord à acquérir la capacité d'imposer aux élus des politiques dynamiques en matière d'emploi, d'éducation, de santé, de prix.

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/francophone/items/show/3585?context=pdf

En forme de maxime, ***Michel Camdessus***, directeur général du Fonds Monétaire International déclarait : « *Il n'est pas possible que le reste du monde se mobilise pour le Pérou si les Péruviens eux-mêmes créent la misère* ». On dirait que le seul rêve désormais permis aux citoyens du Sud, serait le cauchemar d'un développement qui méprise la vie et adore les choses.

Nous venons de le voir au sommet de Rome dont la conclusion a été révélée impudiquement par notre premier ministre Sidya Sodia jouissant d'une popularité de plus en plus catastrophique……Nos grands ont décidé cyniquement là-bas que sur 800 millions d'affamés, ils ne pouvaient s'occuper que de ***400 millions***. Tant pis si les autres ***400 millions*** crèvent dans les 20 ans. Ces ***400 millions d'âmes*** (j'ai envie d'employer à l'occasion le vilain mot heureusement) ***heureusement sont habituées à croire que le malheur est la conséquence du destin. De l'autre côté, des bourreaux de Rome, on doit penser que l'impunité se nourrit de fatalité*** (le procès de Nuremberg à l'envers). La logique voudrait que les gouvernements ayant ratifié ce traître traité, sacrifient chacun la moitié de sa population souffrant de malnutrition ou de sous-alimentation.

Alors quelles solutions politiques restera t-il bientôt à l'Afrique pour échapper à la déchéance, sinon la rupture, la violence et l'émigration dès lors qu'elle aura vainement essayé la démocratie représentative ? ***En 1991*** la France aurait enregistré avec l'Afrique un excédent commercial de 19 milliards de francs. De tels chiffres font réfléchir.

Pendant ce temps, ***le président Mobutu que la France assiste encore, avouait, en 1988, dans le « Wall Street Journal » (du 27 décembre 1991) une fortune « de moins de 50 millions de dollars »***, sans s'attirer les moindres foudres de quiconque. « *Qu'est-ce que c'est après 22 ans aux commandes d'un pays aussi grand ?*» s'étonnait-il. C'était il y a 8 ans. Les 50 pauvres millions de dollars ont dû faire beaucoup d'autres millions de dollars depuis. « *L'argent attire l'argent !* » comme le dit la chanson zaïroise.

En 1981, avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en France, on croyait que les choses allaient changer. Mais les vieilles habitudes ont la vie longue……On comprend que dans ces conditions, Paris songe à restructurer son assistance militaire au profit de la constitution de forces de sécurité intérieures (des dons de véhicules pour les brigandes antigang dans notre pays) dans les 24 pays avec lesquels des traités de défense ou des accords d'assistance militaire ont été signés.

Mais cela ne représente aucune nouveauté dans ses relations avec les Etats africains. Faute de pouvoir apporter un supplément de prospérité à leur peuple, les dirigeants locaux préfèrent continuer à pratiquer une politique de sécurité. ***Il faut bien une « paix armée » pour garder une démocratie***. Car dans un gouvernement, comme dans le corps humain, les maladies les plus graves viennent de la tête.

Un cul de jatte passait. Il me sourit en me tendant son unique bras. Quand je pense que Dieu a créé l'homme à son image.

Quelqu'un racontait : « *Vraiment je ne comprends rien. Tout est devenu caillou. L'autre jour, je vois passer devant une église, un ami. Je lui demande pourquoi il n'entre pas pour prier. Il me répond de m'occuper de mes affaires. Je lui demande encore, si ses enfants se portent bien. Il me répond que 2 sont morts, que les 7 autres ne font que manger, que ça faisait 5 mois qu'il ne peut payer son lover, que sa 3è épouse était hospitalisée, que lui même souffrait d'hypertension, d'hémorroïde et de dysenterie. Oui, dans tout ça, ce qui me fait le plus mal, c'est que mon vécé est archibouché, mon cher ami. Avoir envie de chier et ne pas pouvoir le faire chez soi ! Quand tu n'as pas connu ce problème, tu ne connais rien,*

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/francophone/items/show/3585?context=pdf

mon frère. Et tu me demandes de rentrer dans une église. Et si la chose me prend pendant que je suis en train de prier ? Tu te dis intellectuel, et tu ne penses pas à des petites choses importantes comme ça. Parler de grands projets bidons, c'est votre spécialité. A Fakoudou !

Billet
UN CHAT M'A CONTÉ
Moi, je grimpe aux arbres, dit le singe
- Mais moi je sais voler dans les branches, dit le perroquet
- Oui, mais moi j'ai des mains au bout des pieds, dit le singe
- Oui, mais moi j'ai des plumes bleues et vertes, dit le perroquet
- Oui, mais moi je me tiens debout comme un homme dit le singe
- Oui mais moi, je sais parler dit le perroquet
- Et moi qu'est-ce que tu crois que je suis en (sic:train de) faire ? C'est un peu fort quand même

Remplacez le singe par Biro alias Ibro le président de notre assemblée saladière, et le perroquet par un dépité de la dite assemblée

Par Williams Sassine

Description & analyse

Auteur de l'analyseDegon, Elisabeth
Contributeur(s)Degon, Elisabeth (collecte et saisie)
Éditeur(s) de la ficheDegon, Elisabeth
Auteur(s) de la transcriptionDegon, Elisabeth

Informations générales

LangueFrançais
Cote*Le Lynx*, n° 245

Présentation

Date1996/12/02
GenreDocumentation - Presse
Mentions légales

- Avec l'aimable autorisation des ayants-droits
- Avec l'aimable autorisation des ayants-droits
- Avec l'aimable autorisation des ayants-droits (pour les collections, les items et les fichiers)
- Fiche : Elisabeh Degon, équipe francophone, Institut des textes et manuscrits modernes, CNRS-ENS ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution – Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR)

Éditeur de la ficheClaire Riffard, équipe francophone, Institut des textes et manuscrits modernes (CNRS-ENS) ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/francophone/items/show/3585?context=pdf

Notice créée par Elisabeth Degon Notice créée le 30/07/2019 Dernière modification le 01/09/2022

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/francophone/items/show/3585?context=pdf

Chronique Assassine

" UNE CERTAINE FRANCE EST - ELLE FRANCHE ? "

Pour essayer de comprendre, l'attitude du gouvernement de Jacques Chichi dans le maintien d'un "*couloir de sécurité*" pour la rentrée des réfugiés Rwandais, revenons un peu en arrière, sans crier gare.

M.François Mythe Errant au sommet Franco-africain de la Baule en juin 1990, assurait : "*Nous sommes dans l'attente pour que s'affirment de véritables démocraties avec multipartismes, élections libres, respect des droits de l'Homme*", *avant de rappeler à cette occasion que "les valeurs sur lesquelles se fonde la communauté européenne sont celles de la déclaration (française) des droits de l'Homme et du citoyen*"(monde du 20 juin 1990).

Un an auparavant, un sondage d'opinion avait montré qu'en Afrique, si la déclaration de 1789 restait une référence pour ***47,5%*** des ***Congolais, 61% des Sénégalais*** et ***78% des Algériens***, elle leur apparaissait néanmoins comme une "*hypocrisie internationale*" ou comme un "*gadget politique*".

A juste raison d'ailleurs, car depuis lors, l'aventure de la démocratie en Afrique et ailleurs, n'a guère réduit le grand écart entre les intentions affichées en Occident et leur mise en œuvre sur le terrain.

- ***En février 92***, une manifestation de chrétiens pour "la paix et l'espoir" fit une trentaine de victimes à Kinshasa.(Zaïre) A la même date, l'assassinat à N'Djamena du vice président des droits de l'Homme.

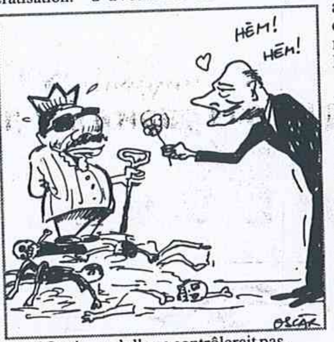
- Toujours à la même date, arrestation de nombreux opposants ivoiriens.

Sans compter les tentatives de coups d'État militaires à Lomé (décembre 91), à Alger et à Brazza (janvier 92). Cette série d'événements suffisent à montrer et préfigurent des difficultés actuelles de la démocratisation.

Que fait la France? Elle se tait. Ou plaide en faveur de "*compromis raisonnables*". Et conseille la "*modération*". Comme si elle se rendait compte de l'imprudence des bonnes paroles prononcées en 1990 sous la pression des volcans africains prêts à se réveiller. Prise dans une conjoncture internationale marquée par le conflit Est-Ouest, tout l'Occident pensait s'allier la sympathie du Tiers-monde, en brandissant à leurs yeux les charmes de la démocratie. Le Pape lui-même succombait à cette tentation. "*Il faut que les choses changent*" affirmait-il dès ***1985*** à Haïti. Quelques mois plus tard la dynastie Duvalier s'effondrait.

La principale conclusion du sommet de la Baule était "d'associer plus étroitement les populations concernées à la construction de leur avenir politique, économique et social*". De la trentaine des pays qui sont du ressort du ministères français de la coopération, les plus favorisés ne sont pas toujours ceux qui mènent à bien un effort de démocratisation. Ainsi ***le Bénin bénéficie ***en 1989*** d'un demi-milliard de francs, versé par le ministère de la coopération. Son président Nicéphore Soglo, un français noir, gérera si bien cette aide, que le peuple béninois le fera remplacer par un autre ex-président, un militaire marxiste. Cette aide va beaucoup diminuer pendant que Kérékou jure par tous les diables qu'il tiendra compte de ses erreurs passées pour prendre la voie de la démocratie. Par contre, le Togo, le Cameroun, et le Zaïre aux régimes totalement autoritaires, voient leurs dotations augmenter. Même si ***en fin 91***, après les Etat-Unis, la Belgique, la France suspend son aide au Zaïre, au terme de plus d'un mois de troubles et de répression sanglants.

La France est toujours-là, aux côtés des dirigeants réfractaires à toute ouverture. S'il le faut, elle s'engagera financièrement et militairement. Parce qu'en bonne gestionnaire, elle n'entend pas investir pour rien, pour perdre sa mise à la faveur d'aventures démocratiques qu'elle ne contrôlerait pas.



M.Jacques Chichi quand il était dans l'opposition, n'avait-il pas affirmé que les africains ne sont pas mûrs pour la démocratie?

La démocratie libérale est bien-là. Mais elle est incapable d'assurer le bien-être et la justice dans un tiers-monde partout en voie de paupérisation.

On croyait que la démocratisation aurait quelque chance de succès, si elle porte à la tête de l'exécutif un technicien des finances, formé à l'école libérale.

- ***Nicéphore Soglo*** était grand fonctionnaire à la Banque Mondiale.

- ***André Milongo***, en premier ministre du Congo, est passé lui aussi par la banque africaine de développement. (BAD)

- En Côte d'Ivoire, l'ex chef du gouvernement ***M.Alhassane Ouattara***, fut gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Cette ascension des financiers n'a pas, arrangé les affaires. Les dettes extérieures ne font qu'augmenter. De plan d'ajustement structurel en plan d'ajustement structurel (où en est-on au fait, avec notre Pase ou Page I, tournée en Page II), on a imposé partout des politiques de rigueur qui ont fini pour énerver les populations.

Pour l'opinion, le suffrage universel sert d'abord à acquérir la capacité d'imposer aux élus des politiques dynamiques en matière d'emploi, d'éducation, de santé, de prix. En forme de maxime, ***Michel Camdessus***, directeur général du fonds monétaire international déclarait: "*Il n'est pas possible que le reste du monde se mobilise pour le Pérou si les Péruviens eux-mêmes créent la misère*". On dirait que le seul rêve désormais permis aux citoyens du Sud, serait le cauchemar d'un développement qui méprise la vie et adore les choses.

Nous venons de le voir au sommet de Rome dont la conclusion nous à été révélée impudiquement par notre premier ministre Sidya Sodia jouissant d'une popularité de plus en plus catastrophique... Nos grands ont décidé cyniquement là-bas, que sur 800 millions d'affamés, ils ne pouvaient s'occuper que de ***400 millions***. Tant pis si les autres ***400 millions*** crèvent dans les 20 ans. Ces ***400 millions d'âmes*** (j'ai envie d'employer à l'occasion le vilain mot heureusement) ***heureusement sont habitués à croire que le malheur est la conséquence du destin. De l'autre coté, des bourreaux de Rome, on doit penser que l'impunité se nourrit de fatalité***. (Le procès de Nuremberg à l'envers). La logique voudrait que les gouvernements ayant ratifié ce traître traité, sacrifient chacun la moitié de sa population souffrant de malnutrition ou de sous alimentation.

Alors quelles solutions politiques pacifiques restera-t-il bientôt à l'Afrique pour échapper à la déchéance, sinon la rupture, la violence et l'émigration dès lors qu'elle aura vainement essayé la démocratie représentative? ***En 1991*** la France aurait enregistré avec l'Afrique un excédent commercial de 19 milliards de francs. De tels chiffres font réfléchir.

Pendant ce temps, ***le président Mobutu que la France assiste encore, avouait, en 1988, dans le "Wall Street Journal" (du 27 décembre 1991) une fortune "de moins de 50 millions de dollars***", sans s'attirer les moindres foudres de quiconque. "*Qu'est-ce que c'est après 22 ans aux commandes d'un pays aussi grand?*" s'étonnait-il. C'était il y a 8 ans. Les 50 pauvres millions de dollars ont dû faire beaucoup d'autres millions de dollars depuis. "*L'argent attire l'argent!*" comme le dit la chanson zaïroise.

En 1981, avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en France, on croyait que les choses allaient changer. Mais les vieilles habitudes ont la vie longue... On comprend que dans ces conditions, Paris songe à restructurer son assistance militaire, au profit de la constitution de forces de sécurité intérieures (des dons de véhicules pour les brigades antigang dans notre pays) dans les 24 pays avec lesquels des traités de défense ou des accords d'assistance militaire ont été signés.

Mais cela ne représente aucune nouveauté dans ses relations avec les Etats africains. Faute de pouvoir apporter un supplément de prospérité à leur peuple, les dirigeants locaux préfèrent continuer à pratiquer une politique de sécurité. ***Il faut bien une "paix armée" pour garder une démocratie.*** Car dans un gouvernement, comme dans le corps humain, les maladies les plus graves viennent de la tête.

Un cul de jatte passait. Il me sourit en me tendant son unique bras. Quand je pense que Dieu a créé l'homme à son image.

Quelqu'un racontait: "*Vraiment je ne comprends rien. Tout est devenu caillou. L'autre jour, je vois passer devant une église, un ami. Je lui demande pourquoi il n'entre pas pour prier. Il me répond de m'occuper de mes affaires. Je lui demande encore, si ses enfants se portent bien. Il me répond que 2 sont morts, que les 7 autres ne font que manger, que ça faisait 5 mois qu'il ne peut payer son loyer, que sa 3è épouse était hospitalisée, que lui même souffrait d'hypertension, d'hémorroïde, et de dysenterie. Oui, dans tout ça, ce qui me fait le plus mal, c'est que mon vécé est archibouché, mon cher ami. Avoir envie de chier et ne pas pouvoir le faire chez soi! Quand tu n'as pas connu ce problème, tu ne connais rien, mon frère. Et tu me demandes de rentrer dans une église. Et si la chose me prend pendant que je suis en train de prier? Tu te dis intellectuel, et tu ne penses pas à des petites choses importantes comme ça. Parler de grands projets bidons, c'est votre spécialité*".

A fakoudou!

Le Lynx
Journal satirique indépendant

Directeur de publication
Souleymane Diallo
Rédacteur en chef
Assan Abraham Keita
Rédacteur en chef adjoint
Diallo Thierno
Secrétaire Général de la Rédaction:
Sékou Amadou
Conseillers de la Rédaction
Williams Sassine
Bah Mamadou Lamine
Rédaction
Bah Fatoumata, Assan Abraham Keita, Williams Sassine, Bah Mamadou Lamine, Doré Prosper, Diallo Thierno, Barry Ibrahima Sory, Sékou Amadou
Illustrations
Oscar, Slim
Editeur
GUICOMED, SARL,
BP. 4968, Conakry
Compte N° 4236 BPMG
Distributeur
Le Lynx, SOGUIDIP
Administration
Immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia
Tél.: (224) 41-23-85
Fax (224) 41 23 85
BP. 4968, Conakry, Guinée
Composition, mise en page
Le Lynx
Impression
...rimerie Papeterie Moderne
...ments pour la Guinée
...ois), 50 000 FG (1 an)
...r l'Étranger

Billet
UN CHAT M'A CONTÉ

Moi je grimpe aux arbres, dit le singe

– Mais moi je sais voler dans les branches, dit le perroquet

– Oui, mais moi j'ai des mains au bout des pieds dit le singe.

– Oui mais moi j'ai des plumes bleues et vertes, dit le perroquet

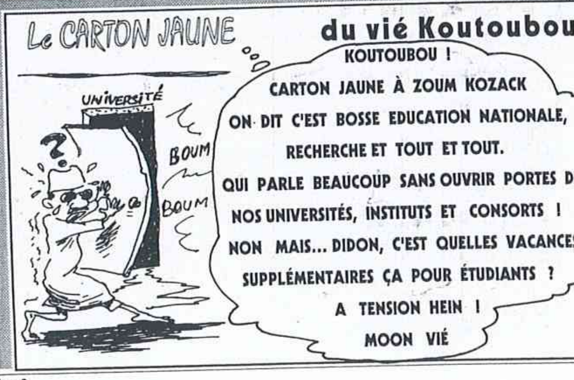
– Oui, mais moi je me tiens debout comme un homme, dit le singe

– Oui mais moi je sais parler, dit le perroquet

– Et moi qu'est-ce que tu crois que je suis en faire? C'est un peu fort quand même

Remplacez le singe par Biro alias Ibro le président de notre assemblée saladière, et le perroquet par un dépité de la dite assemblée.

Par Williams Sassine



245

Fichier issu d'une page EMAN : http://eman-archives.org/francophone/items/show/3585?context=pdf